

22 mai 1984 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, à la mairie d'Angers, mardi 22 mai 1984.

Monsieur le maire,

- Lorsque, il y a quelques mois, j'ai reçu votre invitation à venir à Angers afin d'inaugurer la nouvelle galerie dans le musée de votre ville, j'ai aussitôt répondu oui, à la fois parce que cela m'était agréable de revenir dans cette ville, d'y retrouver des amis personnels, mais aussi parce que l'effort accompli ici, à bien des égards exemplaire, méritait d'être souligné.

- J'en ai profité pour revenir en fin de matinée sur les lieux de ma jeunesse puisque c'est d'une prairie proche d'Angers que je suis parti en 1943 pour la Grande-Bretagne. Et, pendant quelques heures, j'ai pu rencontrer quelques femmes, quelques hommes qui avaient été mes compagnons de combat et nous avons évoqué le souvenir de celles et de ceux qui, tragiquement, ont été frappés, arrêtés, déportés, exécutés, ce qui marque bien que, dans l'Anjou, on sait être patriote.

- Ces quelques moments m'ont permis de vivre avec les témoins de ces quelques instants, qui datent d'il y a 41 ans, et quelques combattants britanniques qui avaient participé à cette expédition et qui retrouvaient comme moi, pour la première fois, par cette belle matinée du mois de mai, les prairies apparemment inoffensives et belles en ce printemps, lieux cependant de l'atterrissage et du décollage d'avions héroïques, pilotés par quelques aviateurs hors série dont quelques-uns se trouvaient ce matin parmi nous.

- Voilà ce que je viens de vivre ici en Anjou et je peux vous dire qu'indépendamment de la suite de cette journée qui me plaît beaucoup, cette rencontre illuminera pendant longtemps ma mémoire.\

Et puis je suis venu dans cette ville. Rendez-vous était pris et j'ai commencé, comme vous le savez sans doute, par la visite de l'usine Bull. Exemple très intéressant de ce qui peut être fait quand on se décide à choisir l'avenir plutôt que le passé, tout en préservant ce qui doit être sauvegardé d'un passé nécessaire, admirable effort fondé sur le travail d'ouvriers et de cadres qualifiés - c'est le cas de le dire - capables d'emporter les marchés internationaux représentant une production dont 40 % est exportée, occupant aujourd'hui de vastes parts de marché aux Etats-Unis d'Amérique, en Amérique du sud, partout dans le monde. J'interrogeais quelques-uns de ceux qui se trouvaient là en train d'accomplir leur métier, généralement jeunes femmes et jeunes hommes et je leur demandais : "d'où êtes-vous" ? Ils me disaient mais naturellement, nous sommes d'ici ! Ils sont, pour la plupart, formés, adaptés, capables d'en remonter aux entreprises les plus célèbres sur la surface de la planète, comme partis à la conquête du monde. Nous découvrons la puissance industrielle, ici, à Angers et ce n'est pas la seule usine, ce n'est pas la seule industrie : on est capable avec des femmes et des hommes du pays d'affronter la compétition internationale. J'ai pu, de ce fait apercevoir le millième ordinateur exporté, vendu par cette société et destiné à la ville de Hanovre en Allemagne `RFA` et j'apercevais surtout, au travers de ces quelques moments passés dans cette usine, se dessiner l'avenir plongé dans le présent d'aujourd'hui, l'avenir industriel de la France qui ne me fait pas oublier tous les autres aspects agricoles, artistiques, professions libérales, tous ceux qui servent aussi directement l'Etat, aussi capables et aussi nécessaires. Mais là où nous avons besoin de réparer tant de dommages, nous sommes en train de reconstruire l'instrument qui modernisera la France et l'installera pour longtemps parmi les meilleurs dans le monde. Nous en avons besoin.\

Il n'est pas, bien entendu, facile de surmonter les contradictions de l'époque confrontée à un héritage, celui de deux siècles d'une ère industrielle, des secteurs qui doivent survivre à la

condition qu'à l'intérieur d'eux-mêmes, ils soient capables de se doter de l'instrument informatique. Précisément, à Angers et ailleurs, on les conduit vers une technologie dont on me disait qu'elle n'avait pas plus de deux concurrents de ce niveau dans le monde.

- Je voudrais inviter les Français à considérer ce qui marche dans leur pays. Je ne cherche pas en ce sens à flater le gouvernement, ce n'est pas lui qui fabrique ces machines. Ce sont des Françaises et des Français issus de vos rangs, issus des nôtres et qui travaillent, capables d'être les meilleurs. Il y a des choses qui marchent en France et cela n'est possible aujourd'hui qu'à la condition d'aller courageusement de l'avant et sans jamais oublier les devoirs de l'Etat à l'égard de chaque catégorie socio-professionnelle, devoir économique, devoir social, devoir de solidarité, devoir d'entraînement. Je peux dire que les quelques moments passés dans cette usine m'ont rempli d'espérance.\

Et le musée. Je parlais en même temps que le Maire d'Angers à la Conservatrice en chef du musée d'Angers, et nous constatons que ce musée-là avait été chronologiquement, historiquement le deuxième après le Louvre reconnu comme tel dans les années qui suivirent directement la première révolution française. David d'Angers devait plus tard n'y être pas pour rien dans la renommée de ce musée qui reste l'un des grands musées du pays et j'ai admiré l'effort qui a été accompli par la municipalité, maîtresse d'oeuvre essentielle, bien que l'Etat ait beaucoup contribué à son effort et qui à la fois a réalisé une oeuvre d'art architectural, une présentation très heureuse de l'oeuvre de David d'Angers et montré ce qui pouvait être fait par le mariage de l'ancien et du moderne dans cette vieille église, non pas restaurée mais destinée à remplir son nouvel office au service de l'art, de la culture, fille des oeuvres de l'esprit.

- Pourquoi vous raconté-je cette journée ? Parce qu'elle me paraît symboliser ce que représentent les activités du Président de la République aujourd'hui, qui doit à tout moment répondre aux besoins des Français sur tant de -plans différents que ce serait très présomptueux que de pouvoir être assuré d'y répondre comme il convient.

- J'étais ému, je dois le dire, de dévoiler ce monument, ce buste de Pierre Mendès France en compagnie de Marie-Claire Mendès France : tant de souvenirs, mais aussi, dépassant ses sentiments personnels, la certitude d'être devant la représentation d'un homme qui se place parmi les grands maîtres de la pensée républicaine, de la pensée patriotique. Je félicite la municipalité d'Angers d'avoir voulu cette inauguration pour marquer la place que prendra cet homme, qui est grand, dans l'histoire de notre pays.\

Mesdames et messieurs, j'aurais dû m'engager tout de suite dans des paroles de remerciements. Vous êtes ici debout dans cette salle. A l'extérieur, beaucoup d'autres se sont rassemblés. Et je dois vous dire que cela m'intéresse. Je n'éprouve aucune difficulté à me trouver parmi des Français, qu'ils m'expriment leur joie ou leur satisfaction - cela arrive - ou qu'ils m'expriment leurs inquiétudes, parfois même leur hostilité. C'est qu'il ne faille pas confondre ces deux sentiments.

- J'ai bien entendu les paroles de M. Monier auxquelles j'ai dit, dès les premiers moments de notre rencontre, que j'étais personnellement heureux de le retrouver dans sa ville. Sachant la qualité, l'immensité du travail accompli, reconnu par ses concitoyens, qui n'y avaient pas, à vrai dire, de dispositions particulières, mais qui ont admis que le travail bien fait méritait d'être continué.

- Comment pourrais-je dire aux travailleurs inquiets pour leurs emplois, à ceux qui n'en ont plus, que tout ce qui est accompli sous mon autorité est fait pour leur restituer au-delà de leurs droits au travail, la capacité de travail et d'emploi, que c'est cela l'objectif, pas un autre, et que si le moyen d'y parvenir est difficile à supporter - et il l'est - c'est avec une vue claire de ce qu'il faut accomplir au -prix d'une énergie farouche qui ne manquera pas. C'est comme cela que nous rétablirons la place de la France. C'est comme cela que les métiers, les professions, les industries et parmi les industries, j'entends les industries agro-alimentaires qui ont quelque raison de se développer dans des pays comme ceux-ci. C'est comme cela que s'épanouiront les créations de l'esprit, le don d'invention, la capacité esthétique, tout ce qui entraîne l'esprit vers le mieux, vers le beau, tout ce qui harmonise une société. Cela est ma pensée constante, pas un geste, pas un acte - pas une réflexion qui ne soit orienté vers ce but-là - je vous le garantis. Rien entendu dans

avec, pas une réflexion qui ne soit orientée vers ce but-là. Je vous le garantis. Bien entendu, dans l'intervalle, il faut accepter de n'être pas toujours compris et savoir que, pris dans la tourmente internationale, il est difficile à la France de réussir là où tant de nos voisins ont échoué et que c'est dans un grand mouvement de l'Europe qu'on y parviendra, l'Europe que j'irai célébrer après demain à Strasbourg afin de témoigner hautement que l'Europe est notre premier champ d'action. C'est par notre capacité d'imaginer l'avenir, de prendre la dimension nouvelle où se réaliseront nos efforts que la France tiendra ce rang dont je vous parlais tout à l'heure.\

Vous m'avez dit, monsieur le maire, "et les libertés". D'abord, la capacité de travail car peut-on dire qu'un homme, qu'une femme qui se trouve sans emploi est véritablement libre. Non. D'autres que vous, au cours de ce dernier siècle et demi ont compris, proposé et parfois réussi à faire comprendre à tous que les libertés collectives représentaient le relais nécessaire des libertés individuelles, que la démocratie économique et la démocratie sociale étaient le prolongement de la démocratie politique, sans quoi il n'y avait pas de démocratie politique. Ce n'est pas à ceux-là qu'il faut montrer un doigt accusateur. Qu'a été leur vie et leurs fonctions sinon le combat pour la liberté ? Etrange situation que d'apercevoir tant de ceux qui n'en ont jamais voulu, qui se sont toujours accrochés aux privilèges particuliers, se faire parfois les protagonistes d'une liberté que personne ne menace. Mais, je comprends que telle ou telle famille, tel ou tel Français se convainque que la liberté que je respecte, moi le premier, je comprends qu'ils s'inquiètent, emportés que l'on est chacun d'entre nous par son milieu, ses propagandes, entraînés par des mouvements qui, parfois, interdisent la réflexion individuelle.

- Voyez-vous, monsieur le maire, mesdames et messieurs, puisqu'il y a ici beaucoup de personnes qui ont dans le cœur et dans l'esprit la passion de leur école, voyez-vous le problème n'est pas de savoir s'il doit y avoir, s'il y aura durablement plusieurs écoles en France. Il y en a et il y en aura, et nul ne songe à réduire aussi peu que ce soit le droit de chacun d'enseigner selon sa conviction. Le problème est de savoir si l'Etat doit et peut entretenir toutes les écoles et dans quelle mesure, car s'il le peut, comment oublier, une partie de votre exposé portait sur ce sujet, monsieur le maire, sur la misère de l'université d'Etat, d'Angers. Comment l'Etat pourrait-il répondre à toutes les exigences quand une si large part de l'école publique se trouve dans la difficulté ?

- Je ne veux pas réduire ce problème dont on débat aujourd'hui-même à l'Assemblée nationale, ce qui vous montre l'esprit d'opportunité qui est le mien que de venir à Angers ce jour-là. Je n'ai pas l'intention de réduire à quelques formules ou à quelques slogans un débat qui reste un débat de conscience. Et un débat de conscience qui m'habite moi-même. J'ai été élevé par une école privée dont je garde le meilleur souvenir. J'ai été étudiant d'université d'Etat, dont je garde aussi un très bon souvenir. Et je suis aujourd'hui le premier responsable du pays et je suis convaincu que ce qui est tenté par le gouvernement est la meilleure façon de sortir pacifié d'un débat difficile. Il arrive souvent que le mécontentement général finisse par exprimer que le choix très particulier proposé à l'ensemble des Français représente finalement la voie moyenne la plus acceptable. En tout cas, il faut bien qu'on sache qu'il n'est pas question de revenir sur cet engagement et qu'aucune pression ne fera reculer l'Etat.\

Mesdames et messieurs, comment peut-on dessiner les jours, même les années à venir ? L'Etat, c'est vous. Les fonds dont dispose l'Etat, c'est l'argent des contribuables. On ne peut pas, mais on le fait, à la fois dire à l'Etat : "il faut payer, il faut engager les fonds, il faut disposer", et puis en même temps dire "il y a trop d'impôts". Ces deux raisonnements tenus à la fois marqueraient un certain manque de sérieux. On fait ce que l'on peut avec ce que l'on a et je veux, pour ma part, réduire au contraire la charge qui pèse sur les foyers, les ménages, les entreprises afin de rendre un peu plus de liberté dans l'initiative des Français. Qui me demandera de tout faire à la fois ?

- Je ne pourrais remplir mon rôle si je n'avais pas le sentiment profond que tout ce que j'entreprends avec le gouvernement et la majorité est fait pour que la France guérisse de ses maux parmi lesquels l'intolérance. Qu'on ne me dise pas qu'on a réveillé la guerre scolaire ! Elle n'a jamais cessé depuis déjà longtemps et si l'on veut de nouveau affirmer cette belle sentence "ne rallumez pas la guerre scolaire", il fallait y penser plus tôt. La guerre scolaire a-t-elle été

rallumée en 1983 - 84 ou bien quelques années plus tôt ? Faudrait-il donc que chaque majorité imposât son point de vue, la partie majoritaire ignorant la fraction minoritaire ? Ces deux notions étant constamment réversibles. L'Etat doit remplir son rôle. Il tient compte des réalités. Il reste sage dans l'aménagement qu'il fait des lois antérieures `Loi Guermeur, Loi Debré` qui n'étaient pas des lois de paix scolaire et il prépare, en tout cas c'est son intention et c'est sa volonté, il prépare des temps prochains où chacun reconnaîtra que l'Etat fait son devoir et que les consciences restent libres en commençant pas la conscience des enfants.

- Je vous parle de toute ma conviction. Quel plus grand honneur peut-il y avoir pour un homme responsable, un Président de la République française, que de dominer les dissentiments, que de réunir pour les grandes causes la plus grande partie de ses concitoyens. Telle est en tout cas l'ambition qui m'habite. Que voulez-vous que je cherche d'autre ? Comment voulez-vous que je n'ai pas cette hantise que de servir mon pays et tous les Français, ceux qui m'approuvent et ceux qui me désapprouvent, tous ensemble pour ce qui les concerne tous ensemble, leur place en Europe, leur place dans le monde, l'harmonie de leur société par une plus grande justice encore à conquérir, une plus grande justice entre les Français et d'abord au bénéfice de ceux qui travaillent et de ceux qui produisent, qui sont les auteurs, les premiers auteurs du redressement national ? Laissez-moi vous dire, mesdames et messieurs, que je suis heureux d'être à Angers. Si j'ai pu admirer ce matin les couleurs et les formes du bel Anjou, j'ai pu apprécier au travers des heures suivantes la nature des angevins. Elle est à la fois douce et vigoureuse. Ce n'est pas pour me déplaire. Je salue donc celles et ceux qui sont dans cet hôtel de ville, celles et ceux qui sont restés au dehors. Je regrette vraiment qu'il n'y ait pas de salle assez vaste pour qu'on ait pu tous ensemble se mettre ou se placer à l'intérieur des mêmes murs. Ne craignez rien, la cacophonie n'aurait pas duré longtemps, car rien ne me plaît davantage que de pouvoir parler face à face avec les Français dont j'ai la charge.

- Merci pour votre accueil. J'ai vu de belles choses, intéressantes aussi. J'ai goûté à votre hospitalité. Je vous souhaite, monsieur le maire, et vous tous responsables à des titres divers de cette ville, de ce département, je vous souhaite bonne chance et bon travail.

- Je crois que c'est monsieur le commissaire de la République qui me disait que le département de Maine-et-Loire restait à travers les années celui où les familles comptaient le plus d'enfants. Eh bien je vous dis : "voilà la chance à saisir" et je ne vous dis pas ça comme ça par hasard, je suis moi-même issu d'une famille où nous étions, où nous sommes toujours huit frères et soeurs. Et je sais ce que c'était que la solidité, l'amitié, l'affection qui occupe la durée d'une vie, la force que cela représente, en tout cas la force pour le pays. Et quand ce ne serait que cette constatation, je vous dirais que le département de Maine-et-Loire mériterait peut-être plus que ce n'est le cas aujourd'hui d'être considéré par le pays tout entier comme devant être aidé afin que son exemple se perpétue. Cela ne sera possible que si les enfants devenus jeunes gens, jeunes garçons, jeunes filles, cessent de désespérer ou de buter à 18 ou 20 ans sur le chômage. Voilà pourquoi je me consacrerai et le gouvernement avec moi dans les jours et les semaines qui viennent aux propositions qui permettront à la France d'accompagner sa réussite économique d'une nouvelle harmonie sociale. Mesdames et messieurs, je vous remercie. Vive la République ! Vive la France !